
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 JANVIER 1908.

Projet de loi relatif à la saisie et à la surenchère sur aliénation volontaire
des navires et des bateaux.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La saisie conservatoire des navires et des bateaux ne fait, dans notre droit, l'objet d'aucune disposition spéciale.

L'article 417 du Code de procédure civile, qui régit la saisie conservatoire commerciale, s'applique, dans sa généralité, aux navires et aux bateaux, et l'article 1^{er} de la loi du 27 septembre 1842 range parmi les attributions des commissaires maritimes la mise des navires à la chaîne.

La saisie d'exécution et la vente forcée des navires sont encore régies aujourd'hui par les dispositions des articles 197 à 215 de l'ancien Code de commerce. La saisie et la vente des bateaux le sont par les dispositions du titre VIII du Code de procédure civile et spécialement par l'article 620 de ce Code.

Il est impossible de maintenir cette situation créée à une époque où l'hypothèque n'existait ni pour la navigation maritime ni pour la navigation fluviale.

Toute la matière de l'expropriation forcée des navires et des bateaux demande à être réglée par un ensemble de dispositions nettes et précises, en rapport avec le régime nouveau auquel vont être soumis nos bâtiments maritimes et fluviaux.

C'est l'objet du projet de loi que le Gouvernement a l'honneur de soumettre à vos délibérations et qui traite successivement de la saisie conservatoire, de la saisie-exécution, de la voie parée, de la surenchère sur aliénation volontaire et de l'ordre.

CHAPITRE I^{er}

DE LA SAISIE CONSERVATOIRE

La saisie conservatoire est d'usage constant en matière maritime et fluviale. Le caractère essentiellement mobile du navire et du bateau la rend indispensable. Il faut que l'on puisse mettre le bâtiment sous la main de la justice et empêcher le débiteur ou le possesseur de le soustraire à l'action du créancier.

Actuellement la saisie conservatoire des navires et des bateaux suppose l'existence d'une dette commerciale.

Il importe, en généralisant le texte de l'article 417 du code de procédure civile, d'étendre à toutes les créances quelqu'en soit la nature, une garantie qui est aujourd'hui l'apanage exclusif de certaines d'entre elles. C'est ce que réalise l'article 1^{er}.

La saisie constitue une voie d'exécution purement civile. Elle est mise dans les attributions du président du tribunal de première instance, indépendamment du caractère civil ou commercial de la créance, qu'il s'agisse d'une saisie conservatoire, préliminaire de la procédure d'expropriation, ou des voies d'exécution proprement dites.

Les articles 2 et 3 organisent les formalités de la saisie. Celle-ci s'étend par elle-même à tous les accessoires du bâtiment. Mais il appartient au saisissant qui veut se garantir contre tout détournement, de spécifier dans la description faite dans l'exploit de saisie, les chaloupes, agrès, ustensiles, provisions, etc., qui se trouvent à bord.

La saisie conservatoire, tout comme la saisie d'exécution, frappe le bâtiment d'indisponibilité. Il est dès lors nécessaire d'en informer les tiers qui pourraient contracter avec le propriétaire. Les articles 4 et 5 prescrivent la mention de l'exploit de saisie au registre-matricule tenu à la conservation des hypothèques. L'article 9 du projet de loi sur la navigation maritime et la navigation intérieure ainsi que la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 ordonnent, de même, l'inscription des demandes en résolution, en révocation ou en annulation de conventions soumises à la publicité.

Les articles 6 et 7 règlent l'effet de l'inscription. Dans l'intérêt du crédit, cet effet est limité à 2 ans. Il s'ensuit que si un bâtiment non immatriculé au moment de la saisie vient à l'être postérieurement à l'expiration du délai de 2 ans qui suit la mention des pièces au registre des dépôts, l'inscription de la saisie ne pourra plus être reportée au registre matricule.

La saisie conservatoire effectuée à la suite de la permission du juge n'est pas soumise à une procédure en validation. Pour parvenir à la vente, le créancier peut, s'il a un titre exécutoire, pratiquer directement une saisie-exécution. Si ce titre lui fait défaut, il doit poursuivre le fond de l'affaire devant le magistrat compétent. Une fois en possession du jugement, il pourra procéder aux voies d'exécution.

CHAPITRE II.

DE LA SAISIE-EXÉCUTION.

Les dispositions qui régissent la saisie-exécution des navires et des bateaux doivent faire l'objet d'une refonte radicale.

La réforme à accomplir eût pu consister, comme l'a fait la loi allemande du 24 mars 1897, à rendre applicables à l'expropriation forcée des navires et des bateaux les règles auxquelles est soumise l'expropriation des immeubles.

Le Gouvernement n'a pas suivi cet exemple.

Il a pensé que le crédit maritime et fluvial, l'intérêt du débiteur comme celui des créanciers commandaient, pour l'expropriation des navires et des bateaux, des prescriptions moins compliquées que celles de la loi du 15 août 1854 et qu'il importait d'édicter des règles qui, tout en sauvegardant les droits du débiteur et des tiers, permissent une réalisation rapide et peu onéreuse des bâtiments saisis.

L'expérience démontre que l'exagération des formalités loin de favoriser le débiteur tourne à son désavantage. Non seulement elle rend le crédit plus difficile, mais elle entraîne des frais considérables qui grèvent lourdement la liquidation des propriétés de minime valeur.

Les articles 8, 9, 10, 11, 12 et 13 n'appellent point d'observations. Ils se bornent à prescrire l'obligation d'un commandement préalable à la saisie, à en régler la forme, à déterminer les personnes auxquelles il doit être fait, à fixer la durée de sa validité, le délai qui doit s'écouler avant l'accomplissement des mesures d'exécution, les formes de la saisie et la publicité à laquelle elle doit être soumise.

Les articles 14 et 15 règlent les formalités de la vente.

L'intervention du président du tribunal de 1^{re} instance qui commet l'officier ministériel, notaire ou huissier, chargé de procéder à l'adjudication, la sommation faite aux créanciers et aux propriétaires de prendre connaissance du cahier des charges, le droit de recourir au président en cas de contestation, comme la faculté pour les intéressés d'assister à la vente constituent des garanties essentielles pour le débiteur et les tiers.

De plus, en vertu de *l'article 16*, repris de la loi sur les faillites, toute personne peut surenchérir pendant quinzaine après l'adjudication. Déjà, en 1883, la commission des pétitions de la Chambre, renvoyant au Ministre de la Justice une pétition des notaires de Mons, signalait que semblable disposition est de nature à sauvegarder les intérêts du débiteur malheureux et ceux de ses créanciers et demandait son application en matière d'expropriation forcée ainsi qu'aux ventes par voie parée. (*Annales parlementaires*, Chambre des Représentants, 1883-1884, p. 128).

L'article 17 ne fait que reprendre le texte de l'article 208 du code de commerce de 1808.

Les articles 18 et 19 s'occupent des incidents de la saisie : la folle enchère et les demandes de subrogation et en distraction.

CHAPITRE III.

DE LA VOIE PARÉE.

Les articles 20 à 25 introduisent dans notre droit des règles entièrement nouvelles. Inspirées par un amendement de M. Tonnelier au projet de loi sur la navigation maritime et la navigation fluviale, amendement auquel la commission de la Chambre s'est ralliée, elles ont leur source dans le *mortgage* anglais.

Alors que l'article 2078 du Code civil et l'article 10 de la loi du 5 mai 1872 prohibent tout pacte comissoire en matière de gage et frappent de nullité toute clause qui autoriserait le créancier à s'approprier le gage et à en disposer, le projet permet aux parties de stipuler qu'à défaut d'exécution des engagements pris envers lui, le créancier hypothécaire aura le droit de se faire envoyer en possession de son gage, s'il est premier inscrit et si la stipulation de voie parée a été rendue publique par l'inscription.

Justifiée par la crainte de voir le créancier abuser de l'état de gêne du débiteur pour l'obliger à renoncer aux garanties légales et pour s'enrichir à son détriment, la prohibition du pacte comissoire doit être atténuée en matière maritime et fluviale.

Le caractère tout spécial du gage, les risques que présente le crédit réel sur les navires et les bateaux, la nécessité de permettre au créancier hypothécaire de se garantir contre la fraude du débiteur qui tenterait de soustraire aux voies d'exécution le bâtiment grevé, l'importance qu'il y a à assurer la réalisation avantageuse du gage en utilisant les grandes places maritimes, exigent des règles particulières.

Organisé tel qu'il l'est par le projet, corrigé par le droit inaliénable du débiteur et des parties intéressées de réclamer la vente du navire, l'envoi en possession du bâtiment ne prête guère aux abus auxquels l'interdiction du pacte comissoire a pour but de parer. Seul il assure le développement du crédit que l'application du droit commun entraverait singulièrement au détriment du débiteur lui-même et au préjudice de l'intérêt général.

CHAPITRE IV.

DE LA SURENCHÈRE SUR ALIÉNATION VOLONTAIRE.

Le projet de loi sur la navigation maritime et la navigation intérieure, comme le faisait déjà, pour les navires, la loi du 21 août 1879, soumet la purge des navires et des bateaux aux mêmes formalités que la purge des immeubles. Il faut dès lors aussi soumettre la procédure en surenchère, qui peut en être la suite, à des règles identiques. C'est l'objet des *articles 20 à 26*.

CHAPITRE V.**DE L'ORDRE.**

Ici encore le projet se borne à renvoyer aux dispositions du Code de procédure civile.

Il n'existe aucune raison d'établir des prescriptions spéciales pour la distribution du prix d'un navire ou d'un bateau saisi.

Telle est, Messieurs, l'économie du projet de loi qui vous est soumis, comme complément au projet de loi sur la navigation maritime et la navigation intérieure déjà adopté par la Chambre.

Le Ministre de la Justice,

RENKIN.

Le Ministre des Finances,

JUL. LIEBAERT.



PROJET DE LOI

relatif à la saisie et à la surenchère
sur aliénation volontaire des navires
et des bateaux.

Léopold II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres
de la Justice et des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé
de présenter, en Notre Nom, aux Chambres
législatives, le projet de loi dont la teneur
suit :

CHAPITRE PREMIER.

De la saisie conservatoire.

ARTICLE PREMIER

Dans les cas qui requièrent célérité,
le président du tribunal de première
instance peut permettre de saisir conser-
vatoirement les navires et bateaux qui se
trouvent dans son ressort.

Il peut, suivant l'exigence des cas,
assujettir le demandeur à donner caution
ou à justifier de solvabilité suffisante. Son
ordonnance est exécutoire nonobstant
opposition ou appel ;

Toutefois elle réserve au saisi le droit
de se pourvoir, dans un délai déterminé,
à l'audience des référés, aux fins de faire
rétracter l'autorisation de saisie ou de
faire augmenter la caution.

ONTWERP VAN WET

op de inbeslagneming en op het opbod
bij vrijwillige vervreemding van zee-
en binnenschepen.

Leopold II,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil !*

Op de voordracht van Onze Ministers
van Justitie en van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast met,
in Onzen Naam, aan de Wetgevende
Kamers het Wetsontwerp aan te bieden,
waarvan de inhoud volgt :

EERSTE HOOFDSTUK.

Van conservatoir beslag.

1^{ste} ARTIKEL.

In spoedeisende gevallen kan de
voorzitter der rechtbank van eersten aan-
leg verlof verleen en om conservatoir
beslag te leggen op de zee- en de binnen-
schepen die zich binnen zijn gebied
bevinden.

Hij kan, naar vereisch van zaken, den
vervolger opleggen borgtocht te stellen
of van genoegzame gegoedheid te doen
blijken. Zijn bevelschrift is uitvoerbaar
niettegenstaande verzet of hooger beroep.

Echter bedingt het voor den geslagene
het recht om, binnen een bepaalden tijd,
zich te voorzien, op de terechtzitting voor
kortgeding, ten einde het verlof tot be-
slaglegging te doen intrekken of den
borgtocht te doen verhoogen.

ART. 2.

L'exploit de saisie contient, outre les formalités ordinaires :

1° Copie de l'ordonnance ensuite duquel il est fait ;

2° Constitution d'un avoué chez lequel le domicile du poursuivant est élu de droit ;

3° La description du bâtiment saisi.

Il est établi un gardien.

ART. 3.

Copie de l'exploit de saisie est laissée sur-le-champ au capitaine ou à son défaut à la personne qui a la garde du bâtiment.

Notification de l'exploit est donnée au commissaire maritime ou à son défaut au capitaine du port avec sommation de retenir le bâtiment saisi.

Dans les canaux ou rivières à écluses qui ne sont pas du ressort d'un commissaire maritime ou d'une capitainerie de port, cette notification peut être faite aux éclusiers qui se trouvent en aval ou en amont du lieu où séjourne le bâtiment.

Si la notification est, en outre, faite à l'administration du pilotage, elle vaut défense d'accorder un pilote.

ART. 4.

L'exploit est inscrit, dans le délai de dix jours, au registre d'immatriculation tenu au bureau de la conservation des hypothèques.

L'inscription est faite sur la présentation au conservateur de l'exploit de saisie et d'une copie certifiée, exempte du timbre.

ART. 2.

Het exploit van inbeslagneming houdt, buiten de gewone formaliteiten, in ;

1° Een afschrift van het bevelschrift, uit krachte van welk het gedaan wordt ;

2° Stelling van een pleitbezorger bij wien van rechtswege woonplaats gekozen is door den vervolger ;

3° De beschrijving van het in beslag genomen vaartuig.

Een bewaarder wordt aangesteld.

ART. 3.

Een afschrift van het exploit van inbeslagneming wordt dadelijk gelaten aan den gezagvoerder of, bij ontstentenis van dezen, aan hem die met de bewaring van het vaartuig is belast.

Van het exploit wordt aan den zee-commissaris, of bij ontstentenis van dezen, aan den havenmeester beteekening gedaan, met aanmaning het vertrek van het in beslag genomen vaartuig te beletten.

Voor kanalen of van sluizen voorziene rivieren, die niet tot het machtsgebied van een zeecommissaris of van een havenmeestersdienst behooren, kan die beteekening worden gedaan aan de sluismeesters, zich bevindende stroomafwaarts of stroomopwaarts van de plaats waar het vaartuig liggende is.

Indien de beteekening bovendien gedaan wordt aan het loodswezen, geldt zij als verbod om een loods uit te sturen.

ART. 4.

Het exploit wordt, binnen den termijn van tien dagen, ingeschreven in het register van teboekstelling, ten kantore der hypotheekbewaring gehouden.

De inschrijving geschiedt op overlegging, aan den hypotheekbewaarder, van het exploit van inbeslagneming en van een gewaarmerkt afschrift vrij van zegel.

A défaut d'immatriculation du bâtiment saisi, le conservateur se borne à constater la remise des dites pièces au registre de dépôts, sauf à faire l'inscription si l'immatriculation est ultérieurement requise.

ART. 5.

Lorsqu'une saisie a déjà été présentée et inscrite, le conservateur refuse d'inscrire toute nouvelle saisie. Il constate son refus en marge de l'exploit qui lui est présenté et énonce la date de la précédente saisie, les noms, domicile et professions du saisissant et du saisi, le nom de l'avoué du saisissant et la date de l'inscription.

ART. 6.

A compter du jour de l'inscription de la saisie, le propriétaire ne peut plus aliéner, ni hypothéquer le bâtiment saisi, à peine de nullité et sans qu'il soit besoin de la faire prononcer.

Sont néanmoins applicables les articles 28, 29 et 30 de la loi du 15 août 1854 sur l'expropriation forcée.

ART. 7.

L'inscription ne produit d'effet que pendant deux années à dater du jour de sa date. Elle peut être renouvelée.

Les demandes en radiation sont régies par les articles 94 et 95 de la loi du 16 décembre 1851.

CHAPITRE II.

De la saisie-exécution.

ART. 8.

La saisie est précédée d'un commandement de payer.

Is het in beslag genomen vaartuig niet teboekgesteld, dan bepaalt zich de bewaarder erbij van de overlegging der bedoelde bescheiden aantekening te doen in het register voor nederleggingen, behoudens de inschrijving te doen, indien de teboekstelling later gevorderd wordt.

ART. 5.

Wanneer reeds eene inbeslagneming aangeboden en ingeschreven is, weigert de bewaarder alle nieuwe inbeslagneming in te schrijven. Hij doet van zijne weigering blijken op den kant van het hem aangeboden exploit en vermeldt den dag van de voorgaande inbeslagneming, de namen, de woonplaats en het beroep van den inbeslagnemer en van den beslagene, den naam van den pleitbezorger van den inbeslagnemer en den dag der inschrijving.

ART. 6.

Te rekenen van den dag der inschrijving van het beslag, kan de eigenaar het in beslag genomen vaartuig niet meer vervreemden noch hypothekeeren, op straf van nietigheid en zonder dat het noodig zij deze te doen uitspreken.

Evenwel zijn van toepassing de artikelen 28, 29 en 30 der wet van 15 Augustus 1854 op de gedwongen onteigening.

ART. 7.

De inschrijving is slechts van kracht gedurende twee jaren van af het tijdstip harer dagteekening. Zij kan worden hernieuwd.

De eischen tot doorhaling zijn onderworpen aan de artikelen 94 en 95 der wet van 16 December 1851.

II^{de} HOOFDSTUK.

Van executoriaal beslag.

ART. 8.

Het beslag wordt voorafgegaan door een bevel van betaling.

Ce commandement contient :

1^o Indication du titre en vertu duquel il est fait et copie entière de ce titre, s'il n'a déjà été notifié;

2^o La date des jour, mois et an;

3^o Les nom, profession et domicile du poursuivant;

4^o Election de domicile dans le lieu où se fait le commandement;

Toute signification, même d'opposition au commandement, d'offres réelles et d'appel sont valablement faites à ce domicile;

5^o Les nom, domicile et immatricule de l'huissier;

6^o Les nom et demeure du débiteur;

7^o Indication de la somme due et mention que faute de paiement, il sera procédé à la saisie de tel navire ou bateau.

Le bâtiment est désigné par son nom, son espèce, son tonnage et son mode de puissance motrice;

8^o Mention de la personne à laquelle copie de l'exploit est laissée.

ART. 9.

Le commandement est fait à la personne du débiteur ou à son domicile s'il s'agit d'une action générale à exercer contre lui.

Il peut être fait au capitaine, si la créance est privilégiée.

Si le navire ou le bateau appartient à une autre personne que le débiteur, copie du commandement lui est notifiée.

ART. 10.

Il ne peut être procédé à la saisie que vingt-quatre heures après le commandement.

Dat bevel houdt in :

1^o De opgave van den titel uit kracht van welken het gedaan wordt, en een volledig afschrift van dezen titel, indien hij nog niet beteekend is geworden.

2^o De opgave van dag, maand en jaar;

3^o Den naam, het beroep en de woonplaats van den vervolger;

4^o De keus van woonplaats daar waar het bevel wordt gedaan.

Alle beteekening, ook die van verzet tegen het bevel, van zakelijke aanbiedingen en van hooger beroep, zijn geldig gedaan aan die woonplaats;

5^o Den naam, de woonplaats en de immatricuul van den deurwaarder;

6^o Den naam en de woonplaats van den schuldenaar;

7^o De opgave van het verschuldigde bedrag en de vermelding dat, bij gebreke van betaling, overgegaan zal worden tot het inbeslagnemen van zulk zee- of binnenschip.

Het vaartuig wordt aangeduid met zijn naam, zijne soort, zijne tonnemaat en den aard zijner beweegkracht;

8^o De vermelding van den persoon, aan wien afschrift van het exploit gelaten wordt.

ART. 9.

Het bevel wordt gedaan aan den persoon van den schuldenaar of te zijner woonplaats indien het eene algemeene rechtsvordering geldt, tegen hemaan te leggen.

Het kan aan den gezagvoerder worden gedaan, indien de schuldvordering een bevoorrechte is.

Indien het zee- of het binnenschip aan een anderen dan den schuldenaar toebehoort, wordt aan genen een afschrift van het bevel beteekend.

ART. 10.

Tot de inbeslagneming kan eerst worden overgegaan vier en twintig uren na het bevel van betaling.

Si le créancier laisse s'écouler plus d'un an après le commandement il est tenu de le renouveler avant de pratiquer la saisie.

ART. 11.

L'exploit de saisie contient, outre les formalités ordinaires :

1° L'énonciation du commandement en suite duquel il est fait;

2° Constitution d'un avoué chez lequel le domicile du poursuivant est élu de droit;

3° La description du bâtiment saisi.

Il est établi un gardien.

Si le navire ou le bateau est saisi conservatoirement, l'huissier se borne à dresser procès-verbal de récolement et à déclarer que la saisie conservatoire est convertie en saisie-exécution.

ART. 12.

Copie de l'exploit est laissée sur-le-champ au capitaine et à son défaut à la personne qui a la garde du bâtiment.

Lorsque le capitaine du bâtiment n'en est pas en même temps le propriétaire, notification de l'exploit doit être donnée à celui-ci dans le délai de trois jours.

Si le propriétaire n'est pas domicilié dans le ressort du tribunal où le bâtiment est amarré, la signification de l'exploit de saisie et toutes citations et notifications ultérieures peuvent lui être données en la personne du capitaine ou de celui qui représente le capitaine.

ART. 13.

A défaut de saisie conservatoire inscrite, l'exploit est inscrit, conformément

Laat de schuldeischer meer dan één jaar na het bevel verlopen, dan is hij gehouden hetzelfde te hernieuwen vooraleer beslag te leggen.

ART. 11.

Het exploit van inbeslagneming houdt, buiten de gewone formaliteiten, in :

1° De vermelding van het bevel uit krachte van welk het gedaan wordt;

2° Stelling van een pleitbezorger bij wien van rechtswege woonplaats gekozen is door den vervolger;

3° De beschrijving van het in beslag genomen vaartuig.

Een bewaarder wordt aangesteld.

Indien op het zee- of het binnenschip conservatoir beslag is gelegd, bepaalt de deurwaarder zich erbij een proces-verbaal van recollement op te maken en te verklaren dat het conservatoir beslag in executoriaal beslag is omgezet.

ART. 12.

Een afschrift van het exploit wordt dadelijk gelaten aan den gezagvoerder of, bij ontstentenis van dezen, aan hem die met de bewaring van het vaartuig is belast.

Wanneer de gezagvoerder van het vaartuig niet tevens dezes eigenaar is, dan moet aan den eigenaar beteekening van het exploit worden gedaan binnen den termijn van drie dagen.

Indien de eigenaar zijne woonplaats niet heeft binnen het gebied der rechtbank, waaronder het schip gemeerd is, dan kunnen hem de beteekening van het exploit van inbeslagneming en alle verdere dagvaardingen en aanzeggingen gedaan worden aan den persoon des gezagvoerders of van hem die den gezagvoerder vertegenwoordigt.

ART. 13.

Is geen conservatoir beslag ingeschreven, dan wordt het exploit, overeen-

aux articles 4 et 5 de la présente loi, au registre d'immatriculation tenu au bureau de la conservation des hypothèques.

Les effets de l'inscription sont déterminés par les articles 6 et 7.

ART. 14.

Dans les cinq jours à dater de la présentation au conservateur de l'exploit de saisie ou de la notification au propriétaire de la conversion de la saisie conservatoire en saisie-exécution, requête est présentée au président du tribunal civil dans le ressort duquel est situé le port où le bâtiment saisi est amarré, à l'effet de désigner un officier ministériel qui sera chargé de procéder à la vente dans la forme des ventes volontaires.

Le président désignera dans son ordonnance le lieu où il sera procédé à la vente et réglementera la publicité à laquelle celle-ci sera soumise.

ART. 15.

Leca hier des charges dressé par l'officier ministériel indique le jour de la vente et contient délégation du prix au profit des créanciers inscrits.

Ces créanciers et le propriétaire sont sommés, quinzaine avant la vente, de prendre communication du cahier des charges et d'assister à l'adjudication, si bon leur semble.

S'il y a contestation, l'officier ministériel surseoit à toutes opérations et renvoie les parties en référé devant le président du tribunal qui proconce sans opposition ni appel et qui, le cas échéant, fixe un nouveau délai pour la vente.

Le créancier, sommé en vertu du paragraphe précédent, et ayant l'action résolutoire, est tenu d'exercer celle-ci avant

komstig de artikelen 4 en 5 van deze wet, ingeschreven in het register van teboekstelling, ten kantore der hypotheekbewaring gehouden.

De gevolgen van de inschrijving zijn door de artikelen 6 en 7 bepaald.

ART. 14.

Binnen vijf dagen na aanbieding, aan den bewaarder, van het exploit van inbeslagneming of na kennisgeving, aan den eigenaar, van de omzetting van het conservatoir beslag in executoriaal beslag, wordt aan den voorzitter der burgerlijke rechtbank, onder welke is gelegen de haven, waar het in beslag genomen vaartuig gemeerd is, verzoek ingediend om een ministerieel ambtenaar aan te duiden belast met tot den verkoop over te gaan op de wijze als bij de vrijwillige verkopen plaats heeft.

In zijn bevelschrift duidt de voorzitter de plaats aan waar de verkoop zal geschieden en regelt de openbaarheid die er zal aan gegeven worden.

ART. 15.

Het door den ministeriëlen ambtenaar opgemaakt lastkohier bepaalt den dag van den verkoop en bevat overzetting van den prijs ten behoeve van de ingeschreven schuldeischers.

Die schuldeischers en de eigenaar worden, vijftien dagen vóór den verkoop, aangemaand kennis te nemen van het lastkohier en bij de toewijzing tegenwoordig te zijn, indien zij het geraden achten.

Bij geschil, schorst de ministerieele ambtenaar alle werkzaamheden en verwijst partijen in kortgeding vóór den voorzitter der rechtbank, die zonder verzet of hooger beroep, uitspraak doet en die, desvoorkomend, een nieuwen termijn bepaalt voor den verkoop.

De krachtens het voorgaande lid aangemaande schuldeischer, die de rechtsvordering tot ontbinding heeft, is gehou-

le jour de l'adjudication, sous peine de déchéance.

En cas d'exercice de l'action résolutoire, sont observées les formalités établies par l'article 54 de la loi du 15 août 1854.

ART. 16.

Pendant quinzaine après l'adjudication, toute personne a le droit de surenchérir. La surenchère ne peut être au-dessous du dixième du prix principal de l'adjudication; elle est faite par exploit d'huissier notifié à l'officier ministériel qui a procédé à l'adjudication et dénoncé à l'adjudicataire. L'adjudication par suite de surenchère est faite par le même officier public et de la même manière que la première adjudication.

Toute personne est admise à concourir à cette adjudication qui demeure définitive et ne peut être suivie d'aucune autre surenchère.

ART. 17.

L'adjudication du bâtiment fait cesser les fonctions du capitaine, sauf à lui à se pourvoir en dédommagement contre qui de droit.

ART. 18.

Faute par l'adjudicataire d'exécuter les clauses de l'adjudication, dans la huitaine qui suit le jour où celle-ci est devenue définitive, le bâtiment est vendu à la folle enchère par le même officier ministériel, sans préjudice des autres voies de droit.

ART. 19.

Les demandes de subrogation et les demandes en distraction sont régies par les dispositions du chapitre III de la loi du 15 août 1854.

den deze vóór den dag der toewijzing uit te oefenen, op straf van verval.

In geval de rechtsvordering tot ontbinding wordt uitgeoefend, worden de bij artikel 54 der wet van 15 Augustus 1854 voorgeschreven formaliteiten in acht genomen.

ART. 16.

Gedurende vijftien dagen na de toewijzing heeft eenieder het recht op te bieden. De opbieding kan niet minder bedragen dan het tiende van den hoofdprijs der toewijzing; zij geschiedt door deurwaarder's exploit, beteekend aan den ministerieelen ambtenaar die tot de toewijzing is overgegaan, en wordt aan den kooper bekendgemaakt. Toewijzing na opbieding geschiedt door den zelfden openbaren ambtenaaren op dezelfde wijze als bij de eerste toewijzing plaats heeft;

Het is eenieder toegelaten deel te nemen aan die toewijzing, die voorgoed gedaan blijft en van geene andere opbieding gevolgd kan worden.

ART. 17.

Door het toewijzen van het vaartuig houdt de dienst van den gezagvoerder op, behoudens dat deze een eisch tot schade-loosstelling kan inspannen tegen wien het behoort.

ART. 18.

Bij gebreke van den kooper om aan de voorwaarden der toewijzing te voldoen binnen acht dagen na den dag waarop deze definitief is geworden, wordt het vaartuig door den zelfden openbaren ambtenaar bij rouwkoop verkocht, ongeminderd andere rechtsmiddelen.

ART. 19.

De eischen tot inplaatsstelling en de eischen tot afscheiding worden behandeld overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk III der wet van 15 Augustus 1854.

CHAPITRE III.

De la voie parée.

ART. 20.

Il est permis de stipuler dans les conventions qu'à défaut d'exécution des engagements pris envers lui, le créancier hypothécaire aura le droit de se faire envoyer en possession de son gage, s'il est premier inscrit, et si la stipulation de voie parée a été rendue publique par l'inscription.

ART. 21.

Le créancier est envoyé en possession par ordonnance rendue sur requête par le président du tribunal de première instance dans le ressort duquel est situé le port d'attache.

L'envoi en possession est toujours précédé, dans le délai de 10 jours, d'un commandement de payer réunissant les conditions stipulées sous l'article 8.

Il ne sera statué sur la requête que deux jours francs après qu'elle aura été signifiée au propriétaire avec invitation de faire parvenir dans l'intervalle des observations s'il échet.

L'ordonnance ainsi obtenue n'est exécutoire qu'après avoir été signifiée au propriétaire. Elle devient définitive et en dernier ressort si, dans les trois jours de la signification, le propriétaire ne forme pas opposition avec assignation devant le tribunal de première instance.

Le délai pour interjeter appel du jugement rendu sur cette opposition est de huit jours à dater de la signification.

Le président et le tribunal peuvent, suivant l'exigence des cas, assujettir le

III^e HOOFDSTUK.

Van onmiddellijke uitvoerbaarheid.

ART. 20.

Het is toegelaten in de overeenkomsten te bepalen dat, bij gebreke om te voldoen aan de jegens hem aangegane verbintenissen, de hypothecaire schuldeischer gerechtigd is om zich het bezit van zijn onderpand te doen toewijzen, indien hij de eerst ingeschrevene is en indien de bepaling van onmiddellijke uitvoerbaarheid openbaar werd gemaakt door de inschrijving.

ART. 21.

De schuldeischer wordt in het bezit van het schip gesteld bij bevelschrift op verzoek verleend door den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg onder welke gelegen is de haven waar het schip te huis hoort. *

De inbezitstelling wordt steeds voorafgegaan, binnen den termijn van tien dagen, door een bevel van betaling dat aan de in artikel 8 voorgeschreven voorwaarden zal voldoen.

Over het verzoek wordt eerst uitspraak gedaan twee volle dagen na den dag waarop het aan den eigenaar werd beteekend met aanzegging om in den tusschentijd zijne bezwaren in te brengen, zoo er bestaan.

Het aldus bekomen bevelschrift is slechts voor tenuitvoerlegging vatbaar nadat het aan den eigenaar werd beteekend. Het wordt definitief en in laatste aanleg indien, binnen drie dagen na de beteekening, de eigenaar niet in verzet is gekomen met dagvaarding vóór de rechtbank van eersten aanleg.

De termijn tot het aantekenen van hooger beroep tegen het op dat verzet gegeven vonnis bedraagt acht dagen van af de beteekening.

De voorzitter en de rechtbank kunnen, naar vereisch van zaken, den vervolger

demandeur à donner caution ou à justifier de solvabilité suffisante.

L'ordonnance et le jugement sont exécutoires nonobstant opposition ou appel.

Les délais ci-dessus fixés ne sont pas susceptibles d'être augmentés à raison des distances.

Si le propriétaire n'est pas domicilié dans le ressort du tribunal ou s'il n'y a pas fait élection de domicile, les significations, sauf celle mentionnée à l'alinéa 3, sont valablement faites au greffe du tribunal civil.

ART. 22.

L'ordonnance, le jugement ou l'arrêt est publié par extrait à deux reprises et à huit jours d'intervalle au moins dans le *Moniteur belge* ainsi que dans un des journaux d'Anvers, de Gand et de l'arrondissement dans lequel se trouve le port d'attache et notifié à tous les créanciers inscrits, aux domiciles par eux élus dans les inscriptions.

ART. 23.

Le dispositif de l'ordonnance, du jugement ou de l'arrêt est signifié au capitaine.

Si le bâtiment se trouve en pays étranger, ce dispositif peut être transmis télégraphiquement, par l'intermédiaire du Ministre des Affaires Étrangères, au consul de Belgique dans le ressort duquel se trouve le navire ou le bateau. Le consul en donne connaissance au capitaine et dresse acte de cette communication.

Le capitaine, et tous ceux qui ayant connaissance de l'ordonnance, du jugement ou de l'arrêt s'opposent à son exécution seront passibles d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une

opiegeen borgtocht te stellen of van genoegzame gegoedheid te doen blijken.

Het bevelschrift en het vonnis zijn uitvoerbaar niettegenstaande verzet of hooger beroep.

De hierboven bepaalde termijnen zijn niet vatbaar voor verlenging om reden van afstanden.

Heeft de eigenaar zijne woonplaats niet binnen het gebied der rechtbank of heeft hij er zijne woonplaats niet gekozen, dan worden de andere dan de in alinea 3 vermelde beteekeningen geldig gedaan ter griffie van de burgerlijke rechtbank.

ART. 22.

Het bevelschrift, het vonnis of het arrest worden tweemaal en met een tusschentijd van ten minste acht dagen bij uittreksel geplaatst in het *Belgisch Staatsblad* alsmede in een der nieuwsbladen van Antwerpen, van Gent en van het arrondissement binnen hetwelk is gelegen de haven waar het schip te huis hoort, en bekendgemaakt aan al de ingeschrevenen schuldeischers, ter door hen in de inschrijvingen gekozen woonplaats.

ART. 23.

Het beschikkend gedeelte van het bevelschrift, het vonnis of het arrest wordt aan den gezagvoerder beteekend.

Bevindt zich het vaartuig in een vreemd land, dan mag dat beschikkend gedeelte, door de tusschenkomst van den Minister van Buitenlandsche Zaken, telegraphisch worden overgezonden aan den Belgischen consul onder wiens gebied het zeeschip of het binnenschip is liggende. De consul geeft er kennis van aan den gezagvoerder en maakt van die kennisgeving eene akte op.

De gezagvoerder, en eenieder, die, kennis hebbende van het bevelschrift, het vonnis of het arrest, zich verzet tegen deszelfs tenuitvoerlegging, is strafbaar met gevangenisstraf van ééne maand

amende de cinq cents francs à cinq mille francs.

Les articles 66, 67, 69 § 2, et 85 du Code pénal sont applicables à cette infraction.

ART. 24.

Le créancier envoyé en possession doit respecter les engagements relatifs au bâtiment et au voyage contractés sans fraude par le capitaine.

Il est responsable de sa gestion.

ART. 25.

Pendant six mois à dater de la notification faite aux créanciers inscrits ou de la dernière publication, le débiteur, le propriétaire et tout créancier inscrit ou muni d'un titre exécutoire peut requérir le créancier envoyé en possession de faire procéder à la vente du bâtiment dans les formes prescrites par les articles 14, 15 et 16 de la présente loi.

Le président peut néanmoins, à la demande de tout intéressé, le débiteur dûment appelé ainsi que le propriétaire, les créanciers inscrits, et, le cas échéant, les créanciers munis d'un titre exécutoire qui ont requis la vente, ordonner qu'il sera procédé à la vente, même à l'étranger, par un courtier de navires. Il détermine, dans ce cas, les conditions auxquelles la vente aura lieu.

CHAPITRE IV.

De la surenchère sur l'aliénation volontaire.

ART. 26.

La réquisition par laquelle un créancier inscrit poursuit la mise du navire ou du bateau aux enchères conformément à l'article 42 du livre II du Code de com-

tot twee jaar en met geldboete van vijf honderd frank tot vijf duizend frank.

De artikelen 66, 67, 69, § 2, en 85 van het Strafwetboek zijn op die inbreuk van toepassing.

ART. 24.

De schuldeischer die in het bezit van het schip is gesteld, moet de verbintenissen betreffende het vaartuig en de reis, door den gezagvoerder zonder bedrog aangegaan, eerbiedigen.

Hij is aansprakelijk voor zijn beheer.

ART. 25.

Gedurende zes maanden, met ingang van de aan de ingeschreven schuldeischers gedane kennisgeving of van de laatste afkondiging, mag de schuldenaar, de eigenaar en elk ingeschreven of van een executorialen titel voorziene schuldeischer, den in bezit van het schip gestelden schuldeischer opvorderen tot verkoop van het vaartuig over te gaan op de wijze bij de artikelen 14, 15 en 16 van deze wet voorgeschreven.

Desniettemin mag de voorzitter bevelen, op aanvraag van iederen belanghebbende, den schuldenaar behoorlijk oproepen, alsmede den eigenaar, de ingeschreven schuldeischers en, desvoorkomend, de van een executorialen titel voorziene schuldeischers, die den verkoop hebben gevorderd, dat, door een scheepsmakelaar, tot den verkoop zal worden overgegaan, zelfs buitenslands. In dat geval bepaalt hij de voorwaarden, waarin de verkoop zal plaats hebben.

IV^{de} HOOFDSTUK.

Van opbod bij vrijwillige vervreemding.

ART. 26.

De vordering krachtens welke een ingeschreven schuldeischer het in veiling brengen van het zeeschip of het binnenschip, overeenkomstig artikel 42 van het

merce, contient constitution d'avoué près le tribunal du lieu où se trouve le navire, et, s'il est en cours de voyage, devant le tribunal du port d'attache.

L'acte de réquisition de mise aux enchères contient, à peine de nullité de la surenchère, l'offre de la caution, avec assignation à trois jours devant le même tribunal pour la réception de cette caution; à laquelle il est procédé comme en matière sommaire et urgente.

Il n'est pas pris jugement de jonction, et les défaillants ne sont pas réassignés.

ART. 27.

Si la caution est rejetée, la surenchère est déclarée nulle et l'acquéreur maintenu à moins qu'il n'ait été fait de surenchère par d'autres créanciers.

ART. 28.

Le jugement de réception de caution désigne l'officier ministériel chargé de procéder à la vente, et en indique l'époque. Il y est procédé d'après les conditions primitives ou d'après un nouveau cahier des charges arrêté de commun accord entre le surenchérisseur et les parties intéressées.

ART. 29.

Lorsqu'une surenchère a été notifiée dans les termes de l'article 26, chacun des créanciers inscrits a le droit de se faire subroger à la poursuite, conformément à l'article 58 de la loi du 15 août 1854, si le surenchérisseur ou le nouveau propriétaire ne donne pas suite à la procédure dans le mois de la surenchère.

Sont également applicables au cas de surenchère les articles 59 et 60 de la dite loi.

II^{de} Boek van het Wetboek van Koophandel, vervolgt, bevat stelling van een pleitbezorger bij de rechtbank der plaats waar het schip is liggende, en, indien het varende is, vóór de rechtbank der haven waar het te huis hoort.

De akte van vordering tot het in veiling brengen bevat, op straf van nietigheid van de opbieding, het aanbod van den borgtocht, met dagvaarding op drie dagen vóór dezelfde rechtbank, tot het aannemen van dezen borgtocht, waartoe als in summiere en spoedeisende zaken wordt overgegaan.

Een vonnis van voeging wordt niet genomen en de achtergeblevenen worden niet opnieuw gedagvaard.

ART. 27.

Wordt de borgtocht verworpen, dan wordt de opbieding van onwaarde verklaard en blijft de koper verbonden, ten ware andere schuldeischers een opbod hadden gedaan.

ART. 28.

Het vonnis tot aanneming van borgtocht wijst den ministerieelen ambtenaar aan die belast is met den verkoop, en bepaalt den dag van dien verkoop. Daartoe wordt overgegaan volgens de eerste voorwaarden of volgens een nieuw last-kohier, in overleg opgemaakt door den opbieder en de belanghebbende partijen.

ART. 29.

Wanneer eene opbieding naar luid van artikel 26 werd beteekend, heeft ieder der ingeschreven schuldeischers het recht zich overeenkomstig artikel 58 der wet van 15 Augustus 1854 in de plaats van den vervolger te doen stellen, indien de opbieder of de nieuwe eigenaar aan de rechtspleging geen gevolg geeft binnen ééne maand na de opbieding.

Op het geval van opbieding zijnevens van toepassing de artikelen 59 en 60 van die wet.

ART. 30.

Pour parvenir à la revente par suite de surenchère, l'officier ministériel commis par le jugement rendu conformément à l'article 28 de la présente loi, fait imprimer des affiches qui contiennent :

1° La date et la nature de l'acte d'aliénation sur lequel la surenchère a été faite, et, le cas échéant, le nom du notaire qui l'a reçu;

2° Le prix énoncé dans l'acte, s'il s'agit d'une vente, ou l'évaluation donnée aux navires ou bateaux dans la notification aux créanciers inscrits, s'il s'agit de tout autre acte;

3° Le montant de la surenchère;

4° Les noms, professions, domiciles du précédent propriétaire, du nouveau propriétaire et du surenchérisseur;

5° Le nom, le mode de puissance motrice du bâtiment, les matériaux de sa coque, la date de sa construction, ses dimensions, son tonnage et, s'il s'agit d'un bâtiment à moteur mécanique la force nominale de sa machine motrice;

6° Le lieu où il se trouve;

7° L'indication des jour, heure et lieu de l'adjudication.

Ces affiches sont apposées, dix jours au moins avant l'adjudication, au grand mât ou sur la partie la plus apparente du bâtiment, à la porte principale de la maison communale du lieu où la vente doit se faire, sur le quai du port où le bâtiment est amarré, ainsi qu'à la bourse de commerce s'il y en a une.

Dans le même délai, l'insertion des énonciations qui précède sera faite dans un des journaux publiés au lieu où la vente doit se faire, ainsi que dans un des journaux d'Anvers, de Gand et de l'arrondissement dans lequel se trouve le port d'attache,

ART. 30.

Om tot herveiling ten gevolge van opbieding te komen, laat de ministerieele ambtenaar, door het, overeenkomstig artikel 28 van deze wet gewezen vonnis aangesteld, plakbrieven drukken die zullen inhouden:

1° den datum en den aard van de akte van vervreemding waarop het opbod werd gedaan, en desvoorkomend, den naam van den notaris die ze ontvangen heeft;

2° den in de akte vermelden prijs indien het eene verkooping geldt, of de aan de zee- of de binnenschepen, in de beteekening aan de ingeschreven schuldeischers, opgegeven waardeering, indien het elke andere akte geldt;

3° het bedrag van de opbieding;

4° de namen, het beroep, de woonplaats van den vorigen eigenaar, van den nieuwen eigenaar en van den opbieder;

5° den naam, den aard der beweegkracht van het vaartuig, de materialen van zijn romp, het tijdstip waarop het werd gebouwd, zijne afmetingen en zijne tonnemaat, en, betreft het een vaartuig met mechanischen motor, de nominale kracht van zijne drijfmachine;

6° de plaats waar het is liggende;

7° de opgave van dag, uur, en plaats der toewijzing.

Deze plakbrieven worden ten minste tien dagen vóór de toewijzing aangeslagen aan den grooten mast of op het meest in het oogvallende gedeelte van het vaartuig, aan den hoofdingang van het gemeentehuis der plaats waar de verkoop zal geschieden, op de kade der haven waar het vaartuig is gemeerd, alsmede aan de beurs van koophandel, zoo die aldaar bestaat.

Binnen den zelfden termijn, worden de voorgaande aanwijzingen geplaatst in een der nieuwsbladen der gemeente waar de verkoop zal geschieden, alsmede in een der nieuwsbladen van Antwerpen, van Gent en van het arrondissement waarin is gelegen de haven waar het schip te huis hoort.

Les articles 99 et 100 de la loi du 15 août 1854 sont, en outre, applicables.

ART. 51.

Le surenchérisseur, même en cas de subrogation à la poursuite, est déclaré adjudicataire, si, au jour fixé pour l'adjudication, il ne se présente pas d'autre enchérisseur.

Sont applicables au cas de surenchère les articles 42, 43, 46, 47, 48, 49 de la loi du 15 août 1854 et 18 de la présente loi.

Les formalités prescrites par les articles 26 et 30 qui précèdent, sont observées à peine de nullité.

Les nullités doivent être proposées, à peine de déchéance, conformément à l'alinéa 4 de l'article 101 de la loi du 15 août 1854.

L'alinéa 5 dudit article est également applicable.

ART. 52.

L'adjudication par suite d'une surenchère sur aliénation volontaire, ne peut être frappée d'aucune autre surenchère, sauf toutefois ce qui est statué par l'article 18 en cas de folle enchère.

Les demandes en nullité devront être formées, à peine de déchéance, dans la quinzaine de la vente.

CHAPITRE V.

De l'ordre.

ART. 33.

La distribution du prix est faite ainsi qu'il est prescrit par le Code de procédure civile au titre de l'ordre.

Bovendien zijn van toepassing de artikelen 99 en 100 der wet van 15 Augustus 1854.

ART. 51.

De opbieder, zelfs in geval van inplaatsstelling in de vervolging, wordt kooper verklaard, indien, op den voor de toewijzing bepaalden dag geen ander bieder zich aanmeldt.

Op het geval van opbieding zijn van toepassing de artikelen 42, 43, 46, 47, 48, 49 der wet van 15 Augustus 1854 en 18 van deze wet.

De bij de voorgaande artikelen 26 en 30 voorgeschreven formaliteiten worden op straf van nietigheid nagekomen.

De middelen van nietigheid moeten, op straf van verval, worden voorgedragen overeenkomstig de 4^{de} alinea van artikel 101 der wet van 15 Augustus 1854.

De 5^{de} alinea van dat artikel is eveneens van toepassing.

ART. 52.

De toewijzing tengevolge van eene opbieding bij vrijwillige vervreemding, kan door geen verdere opbieding worden getroffen, behoudens nochtans hetgeen bij artikel 18 in geval van rouwkoop is bepaald.

De eischen tot nietigheid moeten, op straf van verval, worden ingesteld binnen vijftien dagen na den verkoop.

5^e HOOFDSTUK.

Regeling van voorrang.

ART. 33.

De verdeeling van den koopprijs geschiedt zooals is voorgeschreven in het Wetboek van Burgerlijke Rechtspleging, in den titel tot regeling van voorrang.

*Dispositions transitoires.***ART. 34.**

Le titre II du livre II de l'ancien Code de commerce est abrogé.

Les poursuites commencées antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi continueront à être réglées par les dispositions législatives qui sont actuellement obligatoires.

Donné à Laeken, le 12 janvier 1908.

*Overgangsbepalingen.***ART. 34.**

Titel II van het II^{de} boek van het vorig Wetboek van Koophandel is ingetrokken .

De vervolgingen, ingespannen vóór het inwerkingtreden van de tegenwoordige wet, blijven verder behandeld worden overeenkomstig de wetsbepalingen die heden van kracht zijn.

Gegeven te Laken, den 12ⁿ Januari 1908.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :

De Minister van Justitie,

J. RENKIN.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

JUL. LIEBAERT.



(20)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 JANUARI 1908.

Ontwerp van wet op de inbeslagneming en op het opbod bij vrijwillige vervreemding van zee- en binnenschepen.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het conservatoir beslag op zee- en binnenschepen, is in ons recht, door geen enkele bijzondere bepaling aangeroerd.

Artikel 417 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtspleging, dat het conservatoir beslag in zake van koophandel beheerscht, is, in zijne algemeene bewoordingen, van toepassing op de zee- en binnenschepen, en artikel 1 der wet van 27 September 1842 brengt onder de bevoegdheid van de zeecommissarissen het leggen van schepen aan de ketting.

Het executoriaal beslag en de gedwongen verkoop van zeeschepen zijn thans nog beheerscht door het bepaalde in de artikelen 197 tot en met 215 van het vorig Wetboek van Koophandel, terwijl voor het beslag en de gedwongen verkoop van binnenschepen gelden de bepalingen van den VIII^e titel van het Wetboek van Burgerlijke Rechtspleging en meer in het bijzonder artikel 620 van dat Wetboek.

Zulke toestand, ontstaan in een tijd waar de hypotheek bestond noch voor de zeevaart noch voor de binnenvaart, kan onmogelijk voortduren.

Al wat de gedwongen onteigening van zee- en binnenschepen betreft, behoort geregeld te worden door een stel van nauwkeurige en vaste bepalingen, in verband met het nieuwe stelsel waaraan onze vaartuigen op de zee- en binnenwateren zich straks zullen te gedragen hebben.

Dit beoogt het wetsontwerp dat de Regeering de eer heeft aan uwe beraadslagingen te onderwerpen en dat achtereenvolgens handelt over het conservatoir beslag, het executoriaal beslag, de onmiddellijke uitvoerbaarheid, het opbod bij vrijwillige vervreemding en de regeling van den voorrang.

EERSTE HOOFDSTUK.

VAN CONSERVATOIR BESLAG.

Het conservatoir beslag wordt voortdurend aangewend in zake zee- en binnenvaart. Door de bewegelijkheid, aan zee- en binnenschepen eigen, is het een vereischte. Het is noodig dat men het vaartuig onder het bereik van de rechtsmacht kunne brengen en beletten dat de schuldenaar of de eigenaar het onttrekke aan de vordering van den schuldeischer.

Thans onderstelt het conservatoir beslag op zee- en binnenschepen het bestaan van eene koophandelsschuld.

Het is van belang, door verruiming van den tekst van artikel 417 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtspleging, tot alle schuldvorderingen, van welken aard dan ook, eene zekerheid uit te breiden, die thans uitsluitend geldt voor enkele onder haar. Waarin het 1^{ste} artikel dan ook voorziet.

Het beslag is een zuiver burgerlijk middel van uitvoering. Het is geplaatst onder de bevoegdheid van den Voorzitter der rechtbank van eersten aanleg, ongeacht den burgerlijken of den commerciëlen aard der schuldvordering, het gelde een conservatoir beslag, inleidende tot eene rechtspleging tot onteigening, of eigenlijk gezegde executoriale middelen.

De artikelen 2 en 3 regelen de formaliteiten der inbeslagneming. Uit zich zelf breidt deze zich uit over al de toebehoorten van het vaartuig, doch is het zaak van den inbeslagnemer, wil hij zich tegen alle verduistering vrijwaren, in de beschrijving, welke in het exploit van inbeslagneming is gedaan, nader te omschrijven de sloepen, de tuigagie, de gereedschappen, de levensmiddelen, enz., die zich aan boord bevinden.

Evenals het executoriaal beslag, stelt het conservatoir beslag het vaartuig buiten beschikking. Dienvolgens is het een vereischte daarvan kennis te geven aan de derden die met den eigenaar verbintenissen zouden kunnen aangaan. Door de *artikelen 4 en 5* is voorgeschreven het doen van aanteekening van het exploit van inbeslagneming in het register van teboekstelling, ten kantore der hypotheekbewaring gehouden. Eveneens leggen artikel 9 van het ontwerp van wet op de zee- en binnenvaart, alsmede de hypotheekwet van 16 December 1851, het inschrijven op van de eischen tot ontbinding, herroeping of vernietiging van de aan openbaarheid onderworpen overeenkomsten.

De artikelen 6 en 7 regelen de gevolgen der inschrijving. In het belang van het krediet strekken zich die gevolgen niet langer dan over twee jaar uit. Waaruit voortvloeit dat indien een op het oogenblik der inbeslagneming niet te boek gesteld vaartuig, te boek gesteld wordt na het verstrijken van den termijn van twee jaren volgende op de aanteekening van de bescheiden in het register van nederleggingen, de inschrijving van het beslag in het register van teboekstelling niet meer zal kunnen overgebracht worden.

Het conservatoir beslag, waartoe is overgegaan met verlof van den rech-

ter, is niet onderworpen aan eene rechtspleging tot geldigverklaring. Om tot den verkoop te komen, mag de schuldeischer, wanneer hij in het bezit is van een uitvoerbaren titel, onmiddellijk tot executoriale beslaglegging overgaan. Bij gebreke van zulken titel, dient hij de zaak ten gronde te vervolgen vóór den bevoegden rechter. Eens in het bezit van het vonnis, mag hij de middelen van uitvoering aanwenden.

II^{de} HOOFDSTUK.

VAN EXECUTORIAAL BESLAG.

De bepalingen welke thans het executoriaal beslag op zee- en binnenschepen beheerschen, dienen aan grondige herwerking onderworpen te worden.

De aan te brengen wijziging had hierin kunnen bestaan, zooals voor de Duitse wet van 24 Maart 1897 plaats had, dat voor de gedwongen onteigening van zeeschepen en binnenschepen geldig werden gemaakt de regelen waaraan de onteigening van onroerende goederen is onderworpen.

De Regeering is echter dien weg niet opgegaan.

Zij heeft gemeend dat het zee- en binnenvaart-krediet, het belang zoo van den schuldenaar als van de schuldeischers, voor de onteigening van zee- en binnenschepen minder ingewikkelde bepalingen vereischten dan die der wet van 15 Augustus 1854 en dat regelen moesten gesteld worden die de rechten van schuldenaar en derden zouden vrijwaren, en tevens toelaten tot een spoedige en minder bezwarende tegeldemaking van de inbeslaggenomen vaartuigen te komen.

Uit de ervaring blijkt dat overlast van formaliteiten, wel verre van ten goede te komen aan den schuldenaar, te zijnen nadeele werkt. Niet alleen wordt daardoor het verkrijgen van krediet belemmerd, maar ook veroorzaakt zij aanzienlijke kosten, welke de liquidatie der eigendommen van geringe waarde drukkend bezwaren.

De artikelen 8, 9, 10, 11, 12 en 13 geven tot geen aanmerkingen aanleiding. Zij bepalen zich erbij een aan het beslag voorafgaand bevel verplichtend op te leggen, den vorm van het bevel te regelen, de personen aan te duiden aan wie het moet worden gedaan, den duur van zijn geldigheid te bepalen en nader vast te stellen hoeveel tijd zal verloopen vooraleer tot de uitoefening der middelen van uitvoering mag worden overgegaan, op welke wijze het beslagleggen zal geschieden en welke openbaarheid eraan moet gegeven worden.

De artikelen 14 en 15 regelen de formaliteiten van den verkoop.

Voor den schuldenaar en voor derden zijn wezenlijke waarborgen : de tusschenkomst van den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg die den ministerieelen ambtenaar, notaris of deurwaarder, die tot de toewijzing zal overgaan, benoemt, de aanzegging aan schuldeischers en eigenaar om kennis te nemen van het lastkohier, het recht om zich op den voorzitter te beroepen in geval van gerezen geschil, alsmede het vermogen, voor de belanghebbenden, bij den verkoop tegenwoordig te zijn.

Bovendien mag, krachtens *artikel 16*, dat uit de wet op het faillissement is overgenomen, eenieder gedurende vijftien dagen na de toewijzing eene ophieding doen. Reeds heeft, in 1885, de Kamer-commissie voor de verzoekschriften, daar zij aan den Minister van Justitie een verzoekschrift der notarissen van Bergen overmaakte, er op gewezen dat dergelijke bepaling van aard is de belangen van den ongelukkigen schuldenaar en die van zijne schuldeischers te vrijwaren en zij verzocht dat die bepaling toepasselijk zou worden gemaakt in zake van gedwongen onteigening, alsmede op de verkooping door onmiddellijke uitvoerbaarheid (*Bescheiden*, Kamer van Volksvertegenwoordigers, 1883-1884, blz. 128).

In *artikel 17* is slechts de tekst van artikel 208 van het Wetboek van Koophandel van 1808 overgenomen.

De *artikelen 18 en 19* behandelen de voorvallen van de inbeslagneming : de rouwkoop en de eischen tot inplaatsstelling en tot afscheiding.

III^{de} HOOFDSTUK

VAN DE ONMIDDELLIJKE UITVOERBAARHEID.

Geheel nieuwe regelen worden bij de *artikelen 20 tot 25* in ons recht ingevoerd. Hunne aanleiding ligt in een amendement van den heer Tonnelier aan het ontwerp van wet op de zee- en binnenvaart — met welk amendement de commissie der Kamer zich vereenigde — doch hunne oorsprong in het Engelsch *dood pand*.

Terwijl artikel 2078 van het Burgerlijk Wetboek en artikel 10 der wet van 5 Mei 1872 het ontbindende pandcontract verbieden en met nietigheid treffen elke bepaling waardoor het aan den eigenaar zou zijn toegelaten zich het pand toe te eigenen of er over te beschikken, laat het ontwerp den partijen toe te bedingen dat, bij gebreke om te voldoen aan de jegens hem genomen verplichtingen, de hypothecaire schuldeischer gerechtigd zal zijn zich het bezit van zijn pand te doen toewijzen, indien hij de eerst ingeschrevene is en het beding van onmiddellijke uitvoerbaarheid openbaar werd gemaakt door de inschrijving.

Vindt het zijne gegronde reden in de vrees dat de schuldeischer van de bekrompen omstandigheden waarin de schuldenaar verkeert, gebruik mocht maken om dezen te doen verzaken aan de hem door de wet verzekerde waarborgen en zich ten zijne nadeele te verrijken, toch dient dat verbod van ontbindend pandcontract verzacht te worden in zake zee- en binnenvaart.

De gansch bijzondere aard van het pand, de risico, dat aan het zakelijk krediet op de zee- en de binnenschepen verbonden is, de noodzakelijkheid om den hypothecairen schuldeischer toe te laten zich te vrijwaren tegen bedrog van wege den schuldenaar die zou pogen het bezwaarde vaartuig aan de middelen van uitvoering te onttrekken, het belang dat erin bestaat eene voordeelige tegeldemaking van het pand te verzekeren door gebruik te maken van de groote zeehavens, een en ander maakt eene bijzondere regeling noodzakelijk.

Zooals het door het ontwerp is geregeld, gematigd door het onvervreemdbaar recht van schuldenaar en belanghebbende partijen om den verkoop van het schip te vorderen, leent zich het in het bezit stellen van het vaartuig geenszins tot de misbruiken welke het verbod van ontbindend pandcontract voor doel heeft te beletten. De inbezitstelling alleen is bevorderlijk voor het krediet waarop de toepassing van het gemeen recht inzonderlijk belemmerend zou werken ten nadeele van den schuldenaar zelve en tot schade van het algemeen belang.

IV^e HOOFDSTUK.

VAN OPBOD BIJ VRIJWILLIGE VERVREEMDING.

Het ontwerp van wet op de zee- en binnenvaart, zooals ook reeds, ten aanzien van de schepen, gedaan werd in de wet van 21 Augustus 1879, onderwerpt de zuivering van zee- en binnenschepen aan dezelfde formaliteiten als bij de zuivering van onroerende goederen plaats heeft. Dienvolgens dient ook de rechtspleging tot opbieding, die er kan op volgen, aan gelijke regelen onderworpen te worden. Daarin is bij de *artikelen 20 tot 26* voorzien.

V^e HOOFDSTUK.

VAN REGELING VAN VOORRANG.

Hier ook bepaalt het ontwerp zich erbij naar het Wetboek van Burgerlijke Rechtspleging te verwijzen.

Er bestaat geene reden om bijzondere voorschriften te stellen voor het verdeelen van de opbrengst van een in beslag genomen zee- of binnenschip.

Ziedaar, Mijne Heeren, de inrichting van het ontwerp van wet dat u ter overweging wordt aangeboden, in aanvulling van de reeds door de Kamer aangenomen wet op de zee- en binnenvaart.

De Minister van Justitie,

J. RENKIN.

De Minister van Financiën,

JUL. LIEBAERT.

PROJET DE LOI

relatif à la saisie et à la surenchère
sur aliénation volontaire des navires
et des bateaux.

Léopold II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres
de la Justice et des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé
de présenter, en Notre Nom, aux Chambres
législatives, le projet de loi dont la teneur
suit :

CHAPITRE PREMIER.

De la saisie conservatoire.

ARTICLE PREMIER

Dans les cas qui requièrent célérité,
le président du tribunal de première
instance peut permettre de saisir conser-
vatoirement les navires et bateaux qui se
trouvent dans son ressort.

Il peut, suivant l'exigence des cas,
assujettir le demandeur à donner caution
ou à justifier de solvabilité suffisante. Son
ordonnance est exécutoire nonobstant
opposition ou appel;

Toutefois elle réserve au saisi le droit
de se pourvoir, dans un délai déterminé,
à l'audience des référés, aux fins de faire
rétracter l'autorisation de saisie ou de
faire augmenter la caution.

ONTWERP VAN WET

op de inbeslagneming en op het opbod
bij vrijwillige vervreemding van zee-
en binnenschepen.

Leopold II,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil !*

Op de voordracht van Onze Ministers
van Justitie en van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast met,
in Onzen Naam, aan de Wetgevende
Kamers het Wetsontwerp aan te bieden,
waarvan de inhoud volgt :

EERSTE HOOFDSTUK.

Van conservatoir beslag.

1^{ste} ARTIKEL.

In spoedeischede gevallen kan de
voorzitter der rechtbank van eersten aan-
leg verlof verleen en om conservatoir
beslag te leggen op de zee- en de binnen-
schepen die zich binnen zijn gebied
bevinden.

Hij kan, naar vereisch van zaken, den
vervolger opleggen borgtocht te stellen
of van genoegzame gegoedheid te doen
blijken. Zijn beveldschrift is uitvoerbaar
niettegenstaande verzet of hooger beroep.

Echter bedingt het voor den geslagene
het recht om, binnen een bepaalden tijd,
zich te voorzien, op de terechtzitting voor
kortgeding, ten einde het verlof tot be-
slaglegging te doen intrekken of den
borgtocht te doen verhoogen.

ART. 2.

L'exploit de saisie contient, outre les formalités ordinaires :

1° Copie de l'ordonnance ensuite duquel il est fait;

2° Constitution d'un avoué chez lequel le domicile du poursuivant est élu de droit;

3° La description du bâtiment saisi.

Il est établi un gardien.

ART. 3.

Copie de l'exploit de saisie est laissée sur-le-champ au capitaine ou à son défaut à la personne qui a la garde du bâtiment.

Notification de l'exploit est donnée au commissaire maritime ou à son défaut au capitaine du port avec sommation de retenir le bâtiment saisi.

Dans les canaux ou rivières à écluses qui ne sont pas du ressort d'un commissaire maritime ou d'une capitainerie de port, cette notification peut être faite aux éclusiers qui se trouvent en aval ou en amont du lieu où séjourne le bâtiment.

Si la notification est, en outre, faite à l'administration du pilotage, elle vaut défense d'accorder un pilote.

ART. 4.

L'exploit est inscrit, dans le délai de dix jours, au registre d'immatriculation tenu au bureau de la conservation des hypothèques.

L'inscription est faite sur la présentation au conservateur de l'exploit de saisie et d'une copie certifiée, exempte du timbre.

ART. 2.

Het exploit van inbeslagneming houdt, buiten de gewone formaliteiten, in ;

1° Een afschrift van het bevelschrift, uit krachte van welk het gedaan wordt;

2° Stelling van een pleitbezorger bij wien van rechtswege woonplaats gekozen is door den vervolger;

3° De beschrijving van het in beslag genomen vaartuig.

Een bewaarder wordt aangesteld.

ART. 3.

Een afschrift van het exploit van inbeslagneming wordt dadelijk gelaten aan den gezagvoerder of, bij ontstentenis van dezen, aan hem die met de bewaring van het vaartuig is belast.

Van het exploit wordt aan den zee-commissaris, of bij ontstentenis van dezen, aan den havenmeester beteekening gedaan, met aanmaning het vertrek van het in beslag genomen vaartuig te beletten.

Voor kanalen of van sluizen voorziene rivieren, die niet tot het machtsgebied van een zee-commissaris of van een havenmeestersdienst behooren, kan die beteekening worden gedaan aan de sluismeesters, zich bevindende stroomafwaarts of stroomopwaarts van de plaats waar het vaartuig liggende is.

Indien de beteekening bovendien gedaan wordt aan het loodswezen, geldt zij als verbod om een loods uit te sturen.

ART. 4.

Het exploit wordt, binnen den termijn van tien dagen, ingeschreven in het register van teboekstelling, ten kantore der hypotheekbewaring gehouden.

De inschrijving geschiedt op overlegging, aan den hypotheekbewaarder, van het exploit van inbeslagneming en van een gewaarmerkt afschrift vrij van zegel.

A défaut d'immatriculation du bâtiment saisi, le conservateur se borne à constater la remise des dites pièces au registre de dépôts, sauf à faire l'inscription si l'immatriculation est ultérieurement requise.

ART. 5.

Lorsqu'une saisie a déjà été présentée et inscrite, le conservateur refuse d'inscrire toute nouvelle saisie. Il constate son refus en marge de l'exploit qui lui est présenté et énonce la date de la précédente saisie, les noms, domicile et professions du saisissant et du saisi, le nom de l'avoué du saisissant et la date de l'inscription.

ART. 6.

A compter du jour de l'inscription de la saisie, le propriétaire ne peut plus aliéner, ni hypothéquer le bâtiment saisi, à peine de nullité et sans qu'il soit besoin de la faire prononcer.

Sont néanmoins applicables les articles 28, 29 et 30 de la loi du 15 août 1854 sur l'expropriation forcée.

ART. 7.

L'inscription ne produit d'effet que pendant deux années à dater du jour de sa date. Elle peut être renouvelée.

Les demandes en radiation sont régies par les articles 94 et 95 de la loi du 16 décembre 1851.

CHAPITRE II.

De la saisie-exécution.

ART. 8.

La saisie est précédée d'un commandement de payer.

Is het in beslag genomen vaartuig niet teboekgesteld, dan bepaalt zich de bewaarder erbij van de overlegging der bedoelde bescheiden aantekening te doen in het register voor nederleggingen, behoudens de inschrijving te doen, indien de teboekstelling later gevorderd wordt.

ART. 5.

Wanneer reeds eene inbeslagneming aangeboden en ingeschreven is, weigert de bewaarder alle nieuwe inbeslagneming in te schrijven. Hij doet van zijne weigering blijken op den kant van het hem aangeboden exploit en vermeldt den dag van de voorgaande inbeslagneming, de namen, de woonplaats en het beroep van den inbeslagnemer en van den beslagene, den naam van den pleitbezorger van den inbeslagnemer en den dag der inschrijving.

ART. 6.

Te rekenen van den dag der inschrijving van het beslag, kan de eigenaar het in beslag genomen vaartuig niet meer vervreemden noch hypothekeeren, op straf van nietigheid en zonder dat het noodig zij deze te doen uitspreken.

Evenwel zijn van toepassing de artikelen 28, 29 en 30 der wet van 15 Augustus 1854 op de gedwongen onteigening.

ART. 7.

De inschrijving is slechts van kracht gedurende twee jaren van af het tijdstip harer dagteekening. Zij kan worden hernieuwd.

De eischen tot doorbaling zijn onderworpen aan de artiken 94 en 95 der wet van 16 December 1851.

II^{de} HOOFDSTUK.

Van executoriaal beslag.

ART. 8.

Het beslag wordt voorafgegaan door een bevel van betaling.

Ce commandement contient :

1^o Indication du titre en vertu duquel il est fait et copie entière de ce titre, s'il n'a déjà été notifié;

2^o La date des jour, mois et an;

3^o Les nom, profession et domicile du poursuivant;

4^o Election de domicile dans le lieu où se fait le commandement;

Toute signification, même d'opposition au commandement, d'offres réelles et d'appel sont valablement faites à ce domicile;

5^o Les nom, domicile et immatricule de l'huissier;

6^o Les nom et demeure du débiteur;

7^o Indication de la somme due et mention que faute de paiement, il sera procédé à la saisie de tel navire ou bateau.

Le bâtiment est désigné par son nom, son espèce, son tonnage et son mode de puissance motrice;

8^o Mention de la personne à laquelle copie de l'exploit est laissée.

ART. 9.

Le commandement est fait à la personne du débiteur ou à son domicile s'il s'agit d'une action générale à exercer contre lui.

Il peut être fait au capitaine, si la créance est privilégiée.

Si le navire ou le bateau appartient à une autre personne que le débiteur, copie du commandement lui est notifiée.

ART. 10.

Il ne peut être procédé à la saisie que vingt-quatre heures après le commandement.

Dat bevel houdt in :

1^o De opgave van den titel uit kracht van welken het gedaan wordt, en een volledig afschrift van dezen titel, indien hij nog niet beteekend is geworden.

2^o De opgave van dag, maand en jaar;

3^o Den naam, het beroep en de woonplaats van den vervolger;

4^o De keus van woonplaats daar waar het bevel wordt gedaan.

Alle beteekening, ook die van verzet tegen het bevel, van zakelijke aanbiedingen en van hooger beroep, zijn geldig gedaan aan die woonplaats;

5^o Den naam, de woonplaats en de immatricuul van den deurwaarder;

6^o Den naam en de woonplaats van den schuldenaar;

7^o De opgave van het verschuldigde bedrag en de vermelding dat, bij gebreke van betaling, overgegaan zal worden tot het inbeslagnemen van zulk zee- of binnenschip.

Het vaartuig wordt aangeduid met zijn naam, zijne soort, zijne tonnemaat en den aard zijner beweegkracht;

8^o De vermelding van den persoon, aan wien afschrift van het exploit gelaten wordt.

ART. 9.

Het bevel wordt gedaan aan den persoon van den schuldenaar of te zijner woonplaats indien het eene algemeene rechtsvordering geldt, tegen hemaan te leggen.

Het kan aan den gezagvoerder worden gedaan, indien de schuldvordering een bevoorrechte is.

Indien het zee- of het binnenschip aan een anderen dan den schuldenaar toebehoort, wordt aan genen een afschrift van het bevel beteekend.

ART. 10.

Tot de inbeslagneming kan eerst worden overgegaan vier en twintig uren na het bevel van betaling.

Si le créancier laisse s'écouler plus d'un an après le commandement il est tenu de le renouveler avant de pratiquer la saisie.

ART. 11.

L'exploit de saisie contient, outre les formalités ordinaires :

1° L'énonciation du commandement en suite duquel il est fait;

2° Constitution d'un avoué chez lequel le domicile du poursuivant est élu de droit;

3° La description du bâtiment saisi.

Il est établi un gardien.

Si le navire ou le bateau est saisi conservatoirement, l'huissier se borne à dresser procès-verbal de récolement et à déclarer que la saisie conservatoire est convertie en saisie-exécution.

ART 12.

Copie de l'exploit est laissée sur-le-champ au capitaine et à son défaut à la personne qui a la garde du bâtiment.

Lorsque le capitaine du bâtiment n'en est pas en même temps le propriétaire, notification de l'exploit doit être donnée à celui-ci dans le délai de trois jours.

Si le propriétaire n'est pas domicilié dans le ressort du tribunal où le bâtiment est amarré, la signification de l'exploit de saisie et toutes citations et notifications ultérieures peuvent lui être données en la personne du capitaine ou de celui qui représente le capitaine.

ART. 13.

A défaut de saisie conservatoire inscrite, l'exploit est inscrit, conformément

Laat de schuldeischer meer dan één jaar na het bevel verloopen, dan is hij gehouden hetzelfde te hernieuwen vooraleer beslag te leggen.

ART. 11.

Het exploit van inbeslagneming houdt, buiten de gewone formaliteiten, in :

1° De vermelding van het bevel uit krachte van welk het gedaan wordt;

2° Stelling van een pleitbezorger bij wien van rechtswege woonplaats gekozen is door den vervolger;

3° De beschrijving van het in beslag genomen vaartuig.

Een bewaarder wordt aangesteld.

Indien op het zee- of het binnenschip conservatoir beslag is gelegd, bepaalt de deurwaarder zich erbij een proces-verbaal van recollement op te maken en te verklaren dat het conservatoir beslag in executoriaal beslag is omgezet.

ART. 12.

Een afschrift van het exploit wordt dadelijk gelaten aan den gezagvoerder of, bij ontstentenis van dezen, aan hem die met de bewaring van het vaartuig is belast.

Wanneer de gezagvoerder van het vaartuig niet tevens dezes eigenaar is, dan moet aan den eigenaar beteekening van het exploit worden gedaan binnen den termijn van drie dagen.

Indien de eigenaar zijne woonplaats niet heeft binnen het gebied der rechtbank, waaronder het schip gemeerd is, dan kunnen hem de beteekening van het exploit van inbeslagneming en alle verdere dagvaardingen en aanzeggingen gedaan worden aan den persoon des gezagvoerders of van hem die den gezagvoerder vertegenwoordigt.

ART. 13.

Is geen conservatoir beslag ingeschreven, dan wordt het exploit, overeen-

aux articles 4 et 5 de la présente loi, au registre d'immatriculation tenu au bureau de la conservation des hypothèques.

Les effets de l'inscription sont déterminés par les articles 6 et 7.

ART. 14.

Dans les cinq jours à dater de la présentation au conservateur de l'exploit de saisie ou de la notification au propriétaire de la conversion de la saisie conservatoire en saisie-exécution, requête est présentée au président du tribunal civil dans le ressort duquel est situé le port où le bâtiment saisi est amarré, à l'effet de désigner un officier ministériel qui sera chargé de procéder à la vente dans la forme des ventes volontaires.

Le président désignera dans son ordonnance le lieu où il sera procédé à la vente et réglera la publicité à laquelle celle-ci sera soumise.

ART. 15.

Leca hier des charges dressé par l'officier ministériel indique le jour de la vente et contient délégation du prix au profit des créanciers inscrits.

Ces créanciers et le propriétaire sont sommés, quinzaine avant la vente, de prendre communication du cahier des charges et d'assister à l'adjudication, si bon leur semble.

S'il y a contestation, l'officier ministériel surseoit à toutes opérations et renvoie les parties en référé devant le président du tribunal qui proeonce sans opposition ni appel et qui, le cas échéant, fixe un nouveau délai pour la vente.

Le créancier, sommé en vertu du paragraphe précédent, et ayant l'action résolutoire, est tenu d'exercer celle-ci avant

komstig de artikelen 4 en 5 van deze wet, ingeschreven in het register van teboekstelling, ten kantore der hypotheekbewaring gehouden.

De gevolgen van de inschrijving zijn door de artikelen 6 en 7 bepaald.

ART. 14.

Binnen vijf dagen na aanbieding, aan den bewaarder, van het exploit van inbeslagneming of na kennisgeving, aan den eigenaar, van de omzetting van het conservatoir beslag in executoriaal beslag, wordt aan den voorzitter der burgerlijke rechtbank, onder welke is gelegen de haven, waar het in beslag genomen vaartuig gemeerd is, verzoek ingediend om een ministerieel ambtenaar aan te duiden belast met tot den verkoop over te gaan op de wijze als bij de vrijwillige verkoopen plaats heeft.

In zijn bevelschrift duidt de voorzitter de plaats aan waar de verkoop zal geschieden en regelt de openbaarheid die er zal aan gegeven worden.

ART. 15.

Het door den ministeriëlen ambtenaar opgemaakt lastkohier bepaalt den dag van den verkoop en bevat overzetting van den prijs ten behoeve van de ingeschreven schuldeischers.

Die schuldeischers en de eigenaar worden, vijftien dagen vóór den verkoop, aangemaand kennis te nemen van het lastkohier en bij de toewijzing tegenwoordig te zijn, indien zij het geraden achten.

Bij geschil, schorst de ministerieele ambtenaar alle werkzaamheden en verwijst partijen in kortgeding vóór den voorzitter der rechtbank, die zonder verzet of hooger beroep, uitspraak doet en die, desvoorkomend, een nieuwen termijn bepaalt voor den verkoop.

De krachtens het voorgaande lid aangemaande schuldeischer, die de rechtsvordering tot ontbinding heeft, is gehou-

le jour de l'adjudication, sous peine de déchéance.

En cas d'exercice de l'action résolutoire, sont observées les formalités établies par l'article 34 de la loi du 15 août 1854.

ART. 16.

Pendant quinzaine après l'adjudication, toute personne a le droit de surenchérir. La surenchère ne peut être au-dessous du dixième du prix principal de l'adjudication; elle est faite par exploit d'huissier notifié à l'officier ministériel qui a procédé à l'adjudication et dénoncé à l'adjudicataire. L'adjudication par suite de surenchère est faite par le même officier public et de la même manière que la première adjudication.

Toute personne est admise à concourir à cette adjudication qui demeure définitive et ne peut être suivie d'aucune autre surenchère.

ART. 17.

L'adjudication du bâtiment fait cesser les fonctions du capitaine, sauf à lui à se pourvoir en dédommagement contre qui de droit.

ART. 18.

Faute par l'adjudicataire d'exécuter les clauses de l'adjudication, dans la huitaine qui suit le jour où celle-ci est devenue définitive, le bâtiment est vendu à la folle enchère par le même officier ministériel, sans préjudice des autres voies de droit.

ART. 19.

Les demandes de subrogation et les demandes en distraction sont régies par les dispositions du chapitre III de la loi du 15 août 1854.

den deze vóór den dag der toewijzing uit te oefenen, op straf van verval.

In geval de rechtsvordering tot ontbinding wordt uitgeoefend, worden de bij artikel 34 der wet van 15 Augustus 1854 voorgeschreven formaliteiten in acht genomen.

ART. 16.

Gedurende vijftien dagen na de toewijzing heeft eenieder het recht op te bieden. De opbieding kan niet minder bedragen dan het tiende van den hoofdprijs der toewijzing; zij geschiedt door deurwaarder's exploit, beteekend aan den ministerieelen ambtenaar die tot de toewijzing is overgegaan, en wordt aan den kooper bekendgemaakt. Toewijzing na opbieding geschiedt door den zelfden openbaren ambtenaaren op dezelfde wijze als bij de eerste toewijzing plaats heeft;

Het is eenieder toegelaten deel te nemen aan die toewijzing, die voorgoed gedaan blijft en van geene andere opbieding gevolgd kan worden.

ART. 17.

Door het toewijzen van het vaartuig houdt de dienst van den gezagvoerder op, behoudens dat deze een eisch tot schade-loosstelling kan inspannen tegen wien het behoort.

ART. 18.

Bij gebreke van den kooper om aan de voorwaarden der toewijzing te voldoen binnen acht dagen na den dag waarop deze definitief is geworden, wordt het vaartuig door den zelfden openbaren ambtenaar bij rouwkoop verkocht, ongeminderd andere rechtsmiddelen.

ART. 19.

De eischen tot inplaatsstelling en de eischen tot afscheiding worden behandeld overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk III der wet van 15 Augustus 1854.

CHAPITRE III.

De la voie parée.

ART. 20.

Il est permis de stipuler dans les conventions qu'à défaut d'exécution des engagements pris envers lui, le créancier hypothécaire aura le droit de se faire envoyer en possession de son gage, s'il est premier inscrit, et si la stipulation de voie parée a été rendue publique par l'inscription.

ART. 21.

Le créancier est envoyé en possession par ordonnance rendue sur requête par le président du tribunal de première instance dans le ressort duquel est situé le port d'attache.

L'envoi en possession est toujours précédé, dans le délai de 10 jours, d'un commandement de payer réunissant les conditions stipulées sous l'article 8.

Il ne sera statué sur la requête que deux jours francs après qu'elle aura été signifiée au propriétaire avec invitation de faire parvenir dans l'intervalle des observations s'il échet.

L'ordonnance ainsi obtenue n'est exécutoire qu'après avoir été signifiée au propriétaire. Elle devient définitive et en dernier ressort si, dans les trois jours de la signification, le propriétaire ne forme pas opposition avec assignation devant le tribunal de première instance.

Le délai pour interjeter appel du jugement rendu sur cette opposition est de huit jours à dater de la signification.

Le président et le tribunal peuvent, suivant l'exigence des cas, assujettir le

III^{de} HOOFDSTUK.

Van onmiddellijke uitvoerbaarheid.

ART. 20.

Het is toegelaten in de overeenkomsten te bepalen dat, bij gebreke om te voldoen aan de jegens hem aangegane verbintenissen, de hypothecaire schuldeischer gerechtigd is om zich het bezit van zijn onderpand te doen toewijzen, indien hij de eerst ingeschrevene is en indien de bepaling van onmiddellijke uitvoerbaarheid openbaar werd gemaakt door de inschrijving.

ART. 21.

De schuldeischer wordt in het bezit van het schip gesteld bij bevelschrift op verzoek verleend door den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg onder welke gelegen is de haven waar het schip te huis hoort.

De inbezitstelling wordt steeds voorafgegaan, binnen den termijn van tien dagen, door een bevel van betaling dat aan de in artikel 8 voorgeschreven voorwaarden zal voldoen.

Over het verzoek wordt eerst uitspraak gedaan twee volle dagen na den dag waarop het aan den eigenaar werd beteekend met aanzegging om in den tusschentijd zijne bezwaren in te brengen, zoo er bestaan.

Het aldus bekomen bevelschrift is slechts voor tenuitvoerlegging vatbaar nadat het aan den eigenaar werd beteekend. Het wordt definitief en in laatste aanleg indien, binnen drie dagen na de beteekening, de eigenaar niet in verzet is gekomen met dagvaarding vóór de rechtbank van eersten aanleg.

De termijn tot het aantekenen van hooger beroep tegen het op dat verzet gegeven vonnis bedraagt acht dagen van af de beteekening.

De voorzitter en de rechtbank kunnen, naar vereisch van zaken, den vervolger

demandeur à donner caution ou à justifier de solvabilité suffisante.

L'ordonnance et le jugement sont exécutoires nonobstant opposition ou appel.

Les délais ci-dessus fixés ne sont pas susceptibles d'être augmentés à raison des distances.

Si le propriétaire n'est pas domicilié dans le ressort du tribunal ou s'il n'y a pas fait élection de domicile, les significations, sauf celle mentionnée à l'alinéa 3, sont valablement faites au greffe du tribunal civil.

ART. 22.

L'ordonnance, le jugement ou l'arrêt est publié par extrait à deux reprises et à huit jours d'intervalle au moins dans le *Moniteur belge* ainsi que dans un des journaux d'Anvers, de Gand et de l'arrondissement dans lequel se trouve le port d'attache et notifié à tous les créanciers inscrits, aux domiciles par eux élus dans les inscriptions.

ART. 25.

Le dispositif de l'ordonnance, du jugement ou de l'arrêt est signifié au capitaine.

Si le bâtiment se trouve en pays étranger, ce dispositif peut être transmis télégraphiquement, par l'intermédiaire du Ministre des Affaires Étrangères, au consul de Belgique dans le ressort duquel se trouve le navire ou le bateau. Le consul en donne connaissance au capitaine et dresse acte de cette communication.

Le capitaine, et tous ceux qui ayant connaissance de l'ordonnance, du jugement ou de l'arrêt s'opposent à son exécution seront passibles d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une

opleggen borgtocht te stellen of van genoegzame gegoedheid te doen blijken.

Het bevelschrift en het vonnis zijn uitvoerbaar niettegenstaande verzet of hooger beroep.

De hierboven bepaalde termijnen zijn niet vatbaar voor verlenging om reden van afstanden.

Heeft de eigenaar zijne woonplaats niet binnen het gebied der rechtbank of heeft hij er zijne woonplaats niet gekozen, dan worden de andere dan de in alinea 3 vermelde beteekeningen geldig gedaan ter griffie van de burgerlijke rechtbank.

ART. 22.

Het bevelschrift, het vonnis of het arrest worden tweemaal en met een tusschentijd van ten minste acht dagen bij uittreksel geplaatst in het *Belgisch Staatsblad* alsmede in een der nieuwsbladen van Antwerpen, van Gent en van het arrondissement binnen hetwelk is gelegen de haven waar het schip te huis hoort, en bekendgemaakt aan al de ingeschrevenen schuldeischers, ter door hen in de inschrijvingen gekozen woonplaats.

ART. 25.

Het beschikkend gedeelte van het bevelschrift, het vonnis of het arrest wordt aan den gezagvoerder beteekend.

Bevindt zich het vaartuig in een vreemd land, dan mag dat beschikkend gedeelte, door de tusschenkomst van den Minister van Buitenlandsche Zaken, telegraphisch worden overgezonden aan den Belgischen consul onder wiens gebied het zeeschip of het binnenschip is liggende. De consul geeft er kennis van aan den gezagvoerder en maakt van die kennisgeving eene akte op.

De gezagvoerder, en eenieder, die, kennis hebbende van het bevelschrift, het vonnis of het arrest, zich verzet tegen deszelfs tenuitvoerlegging, is strafbaar met gevangenisstraf van ééne maand

amende de cinq cents francs à cinq mille francs.

Les articles 66, 67, 69 § 2, et 85 du Code pénal sont applicables à cette infraction.

ART. 24.

Le créancier envoyé en possession doit respecter les engagements relatifs au bâtiment et au voyage contractés sans fraude par le capitaine.

Il est responsable de sa gestion.

ART. 25.

Pendant six mois à dater de la notification faite aux créanciers inscrits ou de la dernière publication, le débiteur, le propriétaire et tout créancier inscrit ou muni d'un titre exécutoire peut requérir le créancier envoyé en possession de faire procéder à la vente du bâtiment dans les formes prescrites par les articles 14, 15 et 16 de la présente loi.

Le président peut néanmoins, à la demande de tout intéressé, le débiteur dûment appelé ainsi que le propriétaire, les créanciers inscrits, et, le cas échéant, les créanciers munis d'un titre exécutoire qui ont requis la vente, ordonner qu'il sera procédé à la vente, même à l'étranger, par un courtier de navires. Il détermine, dans ce cas, les conditions auxquelles la vente aura lieu.

CHAPITRE IV.

De la surenchère sur l'aliénation volontaire.

ART. 26.

La réquisition par laquelle un créancier inscrit poursuit la mise du navire ou du bateau aux enchères conformément à l'article 42 du livre II du Code de com-

tot twee jaar en met geldboete van vijf honderd frank tot vijf duizend frank.

De artikelen 66, 67, 69, § 2, en 85 van het Strafwetboek zijn op die inbreuk van toepassing.

ART. 24.

De schuldeischer die in het bezit van het schip is gesteld, moet de verbintenissen betreffende het vaartuig en de reis, door den gezagvoerder zonder bedrog aangegaan, eerbiedigen.

Hij is aansprakelijk voor zijn beheer.

ART. 25.

Gedurende zes maanden, met ingang van de aan de ingeschreven schuldeischers gedane kennisgeving of van de laatste afkondiging, mag de schuldenaar, de eigenaar en elk ingeschreven of van een executorialen titel voorziene schuldeischer, den in bezit van het schip gestelden schuldeischer opvorderen tot verkoop van het vaartuig over te gaan op de wijze bij de artikelen 14, 15 en 16 van deze wet voorgeschreven.

Desniettemin mag de voorzitter bevelen, op aanvraag van iederen belanghebbende, den schuldenaar behoorlijk opgeroepen, alsmede den eigenaar, de ingeschreven schuldeischers en, desvoorkomend, de van een executorialen titel voorziene schuldeischers, die den verkoop hebben gevorderd, dat, door een scheepsmakelaar, tot den verkoop zal worden overgegaan, zelfs buitenslands. In dat geval bepaalt hij de voorwaarden, waarin de verkoop zal plaats hebben.

IV^{de} HOOFDSTUK.

Van opbod bij vrijwillige vervreemding.

ART. 26.

De vordering krachtens welke een ingeschreven schuldeischer het in veiling brengen van het zeeschip of het binnenschip, overeenkomstig artikel 42 van het

merce, contient constitution d'avoué près le tribunal du lieu où se trouve le navire, et, s'il est en cours de voyage, devant le tribunal du port d'attache.

L'acte de réquisition de mise aux enchères contient, à peine de nullité de la surenchère, l'offre de la caution, avec assignation à trois jours devant le même tribunal pour la réception de cette caution, à laquelle il est procédé comme en matière sommaire et urgente.

Il n'est pas pris jugement de jonction, et les défaillants ne sont pas réassignés.

ART. 27.

Si la caution est rejetée, la surenchère est déclarée nulle et l'acquéreur maintenu à moins qu'il n'ait été fait de surenchère par d'autres créanciers.

ART. 28.

Le jugement de réception de caution désigne l'officier ministériel chargé de procéder à la vente, et en indique l'époque. Il y est procédé d'après les conditions primitives ou d'après un nouveau cahier des charges arrêté de commun accord entre le surenchérisseur et les parties intéressées.

ART. 29.

Lorsqu'une surenchère a été notifiée dans les termes de l'article 26, chacun des créanciers inscrits a le droit de se faire subroger à la poursuite, conformément à l'article 58 de la loi du 15 août 1854, si le surenchérisseur ou le nouveau propriétaire ne donne pas suite à la procédure dans le mois de la surenchère.

Sont également applicables au cas de surenchère les articles 59 et 60 de la dite loi.

II^{de} Boek van het Wetboek van Koophandel, vervolgt, bevat stelling van een pleitbezorger bij de rechtbank der plaats waar het schip is liggende, en, indien het varende is, vóór de rechtbank der haven waar het te huis hoort.

De akte van vordering tot het in veiling brengen bevat, op straf van nietigheid van de opbieding, het aanbod van den borgtocht, met dagvaarding op drie dagen vóór dezelfde rechtbank, tot het aannemen van dezen borgtocht, waartoe als in summiere en spoedeisende zaken wordt overgegaan.

Een vonnis van voeging wordt niet genomen en de achtergeblevenen worden niet opnieuw gedagvaard.

ART. 27.

Wordt de borgtocht verworpen, dan wordt de opbieding van onwaarde verklaard en blijft de koper verbonden, ten ware andere schuldeischers een opbod hadden gedaan.

ART. 28.

Het vonnis tot aanneming van borgtocht wijst den ministerieelen ambtenaar aan die belast is met den verkoop, en bepaalt den dag van dien verkoop. Daartoe wordt overgegaan volgens de eerste voorwaarden of volgens een nieuw lastkohier, in overleg opgemaakt door den opbieder en de belanghebbende partijen.

ART. 29.

Wanneer eene opbieding naar luid van artikel 26 werd beteekend, heeft ieder der ingeschreven schuldeischers het recht zich overeenkomstig artikel 58 der wet van 15 Augustus 1854 in de plaats van den vervolger te doen stellen, indien de opbieder of de nieuwe eigenaar aan de rechtspleging geen gevolg geeft binnen ééne maand na de opbieding.

Op het geval van opbieding zijn eveneens van toepassing de artikelen 59 en 60 van die wet.

ART. 30.

Pour parvenir à la revente par suite de surenchère, l'officier ministériel commis par le jugement rendu conformément à l'article 28 de la présente loi, fait imprimer des affiches qui contiennent :

1^o La date et la nature de l'acte d'aliénation sur lequel la surenchère a été faite, et, le cas échéant, le nom du notaire qui l'a reçu;

2^o Le prix énoncé dans l'acte, s'il s'agit d'une vente, ou l'évaluation donnée aux navires ou bateaux dans la notification aux créanciers inscrits, s'il s'agit de tout autre acte;

3^o Le montant de la surenchère;

4^o Les noms, professions, domiciles du précédent propriétaire, du nouveau propriétaire et du surenchérisseur;

5^o Le nom, le mode de puissance motrice du bâtiment, les matériaux de sa coque, la date de sa construction, ses dimensions, son tonnage et, s'il s'agit d'un bâtiment à moteur mécanique la force nominale de sa machine motrice;

6^o Le lieu où il se trouve;

7^o L'indication des jour, heure et lieu de l'adjudication.

Ces affiches sont apposées, dix jours au moins avant l'adjudication, au grand mât ou sur la partie la plus apparente du bâtiment, à la porte principale de la maison communale du lieu où la vente doit se faire, sur le quai du port où le bâtiment est amarré, ainsi qu'à la bourse de commerce s'il y en a une.

Dans le même délai, l'insertion des énonciations qui précède sera faite dans un des journaux publiés au lieu où la vente doit se faire, ainsi que dans un des journaux d'Anvers, de Gand et de l'arrondissement dans lequel se trouve le port d'attache.

ART. 30.

Om tot herveiling ten gevolge van opbieding te komen, laat de ministerieele ambtenaar, door het, overeenkomstig artikel 28 van deze wet gewezen vonnis aangesteld, plakbrieven drukken die zullen inhouden :

1^o den datum en den aard van de akte van vervreemding waarop het opbod werd gedaan, en desvoorkomend, den naam van den notaris die ze ontvangen heeft;

2^o den in de akte vermeldden prijs indien het eene verkooping geldt, of de aan de zee- of de binnenschepen, in de betekening aan de ingeschreven schuldeischers, opgegeven waardeering, indien het elke andere akte geldt;

3^o het bedrag van de opbieding;

4^o de namen, het beroep, de woonplaats van den vorigen eigenaar, van den nieuwen eigenaar en van den opbieder;

5^o den naam, den aard der beweegkracht van het vaartuig, de materialen van zijn romp, het tijdstip waarop het werd gebouwd, zijne afmetingen en zijne tonnemaat, en, betreft het een vaartuig met mechanischen motor, de nominale kracht van zijne drijfmachine;

6^o de plaats waar het is liggende;

7^o de opgave van dag, uur, en plaats der toewijzing.

Deze plakbrieven worden ten minste tien dagen vóór de toewijzing aangeslagen aan den grooten mast of op het meest in het oogvallende gedeelte van het vaartuig, aan den hoofdingang van het gemeentehuis der plaats waar de verkoop zal geschieden, op de kade der haven waar het vaartuig is gemeerd, alsmede aan de beurs van koophandel, zoo die aldaar bestaat.

Binnen den zelfden termijn, worden de voorgaande aanwijzingen geplaatst in een der nieuwsbladen der gemeente waar de verkoop zal geschieden, alsmede in een der nieuwsbladen van Antwerpen, van Gent en van het arrondissement waarin is gelegen de haven waar het schip te huis hoort.

Les articles 99 et 100 de la loi du 15 août 1854 sont, en outre, applicables.

ART. 31.

Le surenchérisseur, même en cas de subrogation à la poursuite, est déclaré adjudicataire, si, au jour fixé pour l'adjudication, il ne se présente pas d'autre enchérisseur.

Sont applicables au cas de surenchère les articles 42, 43, 46, 47, 48, 49 de la loi du 15 août 1854 et 18 de la présente loi.

Les formalités prescrites par les articles 26 et 30 qui précèdent, sont observées à peine de nullité.

Les nullités doivent être proposées, à peine de déchéance, conformément à l'alinéa 4 de l'article 101 de la loi du 15 août 1854.

L'alinéa 5 dudit article est également applicable.

ART. 32.

L'adjudication par suite d'une surenchère sur aliénation volontaire, ne peut être frappée d'aucune autre surenchère, sauf toutefois ce qui est statué par l'article 18 en cas de folle enchère.

Les demandes en nullité devront être formées, à peine de déchéance, dans la quinzaine de la vente.

CHAPITRE V.

De l'ordre.

ART. 33.

La distribution du prix est faite ainsi qu'il est prescrit par le Code de procédure civile au titre de l'ordre.

Bovendien zijn van toepassing de artikelen 99 en 100 der wet van 15 Augustus 1854.

ART. 31.

De opbieder, zelfs in geval van inplaatsstelling in de vervolging, wordt kooper verklaard, indien, op den voor de toewijzing bepaalden dag geen ander bieder zich aanmeldt.

Op het geval van opbieding zijn van toepassing de artikelen 42, 43, 46, 47, 48, 49 der wet van 15 Augustus 1854 en 18 van deze wet.

De bij de voorgaande artikelen 26 en 30 voorgeschreven formaliteiten worden op straf van nietigheid nagekomen.

De middelen van nietigheid moeten, op straf van verval, worden voorgedragen overeenkomstig de 4^e alinea van artikel 101 der wet van 15 Augustus 1854.

De 5^e alinea van dat artikel is eveneens van toepassing.

ART. 32.

De toewijzing tengevolge van eene opbieding bij vrijwillige vervreemding, kan door geen verdere opbieding worden getroffen, behoudens nochtans hetgeen bij artikel 18 in geval van rouwkoop is bepaald.

De eischen tot nietigheid moeten, op straf van verval, worden ingesteld binnen vijftien dagen na den verkoop.

5^e HOOFDSTUK.

Regeling van voorrang.

ART. 33.

De verdeeling van den koopprijs geschiedt zooals is voorgeschreven in het Wetboek van Burgerlijke Rechtspleging, in den titel tot regeling van voorrang.

Dispositions transitoires.

ART. 34.

Le titre II du livre II de l'ancien Code de commerce est abrogé.

Les poursuites commencées antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi continueront à être réglées par les dispositions législatives qui sont actuellement obligatoires.

Donné à Laeken, le 12 janvier 1908.

Overgangsbepalingen.

ART. 34.

Titel II van het II^{de} boek van het vorig Wetboek van Koophandel is ingetrokken .

De vervolgingen, ingespannen vóór het inwerkingtreden van de tegenwoordige wet, blijven verder behandeld worden overeenkomstig de wetsbepalingen die heden van kracht zijn.

Gegevente Laken, den 12^e Januari 1908.

LÉOPOLD.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie,

J. RENKIN.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

JUL. LIEBAERT.

